



SERVICES PUBLICS LOCAUX  
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,  
DE L'ENVIRONNEMENT ET  
DES E-COMMUNICATIONS



## Modalités de prise en compte de participations de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz naturel

*Date de la contribution : 23/03/2022*

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR – Territoire d'énergie) est une association de collectivités locales entièrement dévolue à l'organisation de services publics locaux. Organisme représentatif, elle regroupe à la fois des collectivités (communes, CC, CA/CU, métropoles, syndicats d'énergie, départements, régions...) qui délèguent les services publics et d'autres qui gèrent elles-mêmes ces services publics (régies, SEM, coopératives d'usagers...). Elle rassemble plus de 850 collectivités regroupant 60 millions d'habitants en France continentale mais également dans les zones non-interconnectées et les territoires ultra marins.

En préambule, la FNCCR rappelle qu'elle exprime le point de vue de ses membres exerçant les compétences d'autorités organisatrices de la distribution publique de gaz (AODG) ou ayant la nature d'entreprises publiques.

La FNCCR rappelle ici que ses adhérents, en tant qu'Autorités Organisatrices, ont, à titre principal, la mission de valider les programmes d'investissements des ouvrages de distribution public de gaz. Ils sont également les autorités qui passeront de nouvelles DSP de distribution publique de gaz pour les territoires ne bénéficiant pas à l'heure actuelle de ce service public, hors desserte exclusive. La mission de la CRE consiste à vérifier l'adéquation du tarif ATRD aux besoins de travaux et la proportion des travaux liés à l'injection qu'il peut financer. Les différents travaux pourraient être soumis à minima à un avis simple des AODG, en parallèle à la validation par la CRE, en ce qui concerne les investissements sur les réseaux de distribution pour lesquels elles sont compétentes. Au même titre que pour les calculs de rentabilité pour le raccordement d'usagers, il est important que les AODG puissent valider tout type d'investissement en lien avec l'arrivée du biométhane dans les réseaux. Cela permettrait par exemple que les AODG puissent abonder les investissements prévus dans le cadre I/V afin de répondre à l'aménagement du territoire pour l'injection et/ou la distributions du gaz (exemple : la possibilité d'ajuster un tracé de maillage donnant des opportunités de dessertes futures et/ou de raccordements de futures unités biogaz). Les adhérents de la FNCCR partagent la conclusion que figer le montant de la participation de tiers pour l'ensemble de la séquence d'investissement conduisant à la réalisation d'un ouvrage de rebours (étude puis réalisation) conduit à bloquer les dynamiques locales susceptibles de permettre une amélioration du critère I/V en cas d'émergence de projets ou d'augmentation de débit des sites.

La modification de la méthodologie de participation de tiers dans les programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz naturel qui consisterait à retenir un recalcul du critère I/V et de la participation de tiers induite à chaque nouvelle validation d'investissement dans une zone est positive. Elle conduit à un mettre en place un critère I/V dynamique conforme aux développements de projets dans la zone et ainsi permet de ne pas bloquer des porteurs de projets, jusqu'à la mise à jour du zonage dans un délai maximum de deux ans. N'apparaît pas dans cette proposition, le lien entre le versement des acomptes et les potentiels recours administratifs sur les projets inscrits au registre de capacité et intégré dans le calcul du I/V. Ce cas rend difficile le versement de l'acompte tant que les recours ne sont pas levés. Néanmoins, il semble que la méthodologie détaillée dans la consultation ne soit pas complète. Dans le cas où le recalcul aboutirait à I/V proche ou inférieur au seuil décret de 4700Nm<sup>3</sup>/h, il paraît obligatoire de prévoir un remboursement de tout ou partie des montants versés aux opérateurs de réseaux en amont de la réalisation de l'investissement. De plus, compte tenu de l'importance du rôle des collectivités et de leurs groupements dans le financement des investissements à réaliser pour le raccordement du biométhane, il conviendrait de tenir compte de règles spécifiques applicables à leurs décisions (délibération de l'organe délibérant, transmission en préfecture). En ce qui concerne particulièrement les AODG, et dans le même ordre d'idée d'un I/V en évolution permettant d'intégrer les dynamiques des territoires, il nous paraît essentiel de favoriser les regroupements de communes lors des mises à jour des plans de zonage afin de mettre en adéquation le potentiel de production et de consommation par de nouvelles DSP en maximisant aussi le critère du B/I. Par ailleurs la fédération FNCCR s'étonne



SERVICES PUBLICS LOCAUX  
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,  
DE L'ENVIRONNEMENT ET  
DES E-COMMUNICATIONS



que les réponses à la délibération de la consultation publique n°2020-012 du 22 juillet 2020 relative à la participation de tiers dans le financement de programmes d'investissements de renforcement pour l'insertion du biométhane dans les réseaux de distribution de gaz n'aient pas été rendues publiques comme d'usage. Dans cette première consultation, comme dans celle-ci, est évoqué un coût forfaitaire de 200 000 € pour les études de rebours. Ce coût paraît extrêmement élevé pour des études préalables et son détail n'a jamais été expliqué dans aucune délibération. Ce point va constituer une faiblesse pour les acteurs publics qui ont une obligation de transparence dans leur délibération de financement. Dans le mécanisme actuel, il est également possible de prévoir un remboursement partiel dans les cas où la participation de tiers requise est inférieure à 200 000 €. Nous ne voyons pas de contrainte dans la méthodologie proposée à la poursuite de la mise en œuvre de ces éventuels remboursements partiels.

#### Liste des pièces jointes à la contribution :

Consultation publique n2022-02 du 24 février 2022 VDEF.pdf